



PORT REGIONAL DE COMMERCE A VANNES

CAHIER DES CHARGES REGLEMENTANT LA CONCESSION DU PORT DE COMMERCE ATTRIBUEE A LA VILLE DE VANNES

AVENANT N° 2 - PROLONGATION DE LA DUREE DE LA CONCESSION

Entre

La **Région Bretagne**, collectivité territoriale, ayant son siège au 283 avenue du Général Patton, CS 21101-35711 Rennes Cedex 7, identifiée au répertoire SIRET sous le numéro 233 500 016 000 40, représentée par Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, agissant es-qualité et spécialement à l'effet des présentes en vertu de la délibération n° n°23_0511...de la commission permanente du Conseil régional du 4 décembre 2023,

Dénommée ci-après « **La REGION** »,

D'une part,

Et

La Ville de VANNES, ayant son siège à l'Hôtel de ville, place Maurice Marchais-BP 509-56 019 VANNES Cédex, représentée par Monsieur David ROBO, agissant en sa qualité de Maire

Dénommée ci-après « **Le CONCESSIONNAIRE** »,

D'autre part,

Exposé préalable

Vu le cahier des charges de la concession

Vu l'avenant n°1 au cahier des charges

Ci-après dénommée le « **Contrat** »;

Vu le code général des collectivités territoriales (ci-après dénommé le « **CGCT** »),

Vu le code de la commande publique,

Vu le code des transports,

Vu la convention de transfert du Port de commerce à la Région en date du 15 décembre 2016,

Vu l'avis du conseil portuaire du Port de commerce en date du 9 novembre 2023,

Vu l'avis de la CDSP en date du 20 novembre 2023,

Vu la délibération du Conseil municipal de Vannes en date du 18 décembre 2023,

Vu la délibération n°23_0511... de la commission permanente du conseil régional en date du 4 décembre 2023 approuvant les termes du présent avenant et autorisant le Président du Conseil régional à le signer,

Le Département du Morbihan a concédé à la commune de Vannes, l'établissement, l'exploitation, l'entretien et la modernisation des infrastructures et des superstructures du port de commerce selon un cahier des charges en date du 21 juillet 2011 expirant au 31 décembre 2022.

En application de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, de l'accord portuaire conclu entre le Département du Morbihan et la Région, des arrêtés préfectoraux des 8 septembre et 7 octobre 2016, le Port de commerce a été transféré à la Région au 1^{er} janvier 2017.

Après une première année de prorogation du contrat par avenant n°1 pour étudier les futurs modes de gestion potentiellement applicables au port, il est proposé de le prolonger d'une année supplémentaire, soit jusqu'au 31 décembre 2024, afin de trancher définitivement le futur mode de gestion du port, en lien avec l'ensemble des parties prenantes et en considération de la stratégie portuaire régionale adoptée par le Conseil régional lors de sa session les 11, 12 et 13 octobre 2023.

Cette modification n'est pas de nature à modifier substantiellement son économie conformément aux articles L.2194-1 et R 2194-7 du code de la commande publique.

En conséquence, les Parties se sont rapprochées afin de se mettre d'accord sur la prolongation du Contrat faisant l'objet du présent avenant, ci-après dénommé « **l'Avenant** ».

CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1- DUREE DE LA CONCESSION

Objet de la modification

Les parties ont convenu de prolonger d'un an la durée de la concession pour permettre l'organisation de transition vers un nouveau mode de gestion en lien avec la stratégie portuaire régionale.

Contenu de la modification

Le 1^{er} alinéa de l'article 4 du cahier des charges est modifié comme suit :

« La durée de la concession est fixée à 42 ans à partir du 1^{er} janvier suivant la date de l'acte de concession (28 mai 1982. Elle prendra fin le 31 décembre 2024 ».

Les autres articles du cahier des charges stipulant le 31 décembre 2023 comme date d'échéance du contrat sont de fait modifiés.

Portée de la modification

Le montant de la concession est augmenté de 5% du fait de cette prolongation.

ARTICLE 2 : OPERATIONS DE FIN DE CONTRAT

Objet des modifications

Les parties ont convenu de modifier le 1^{er} alinéa de l'article 38 pour y mentionner l'ajout des travaux programmés pour 2024.

Contenu des modifications

Article 38 Travaux, missions et prestations en cours

« Les travaux en cours concernés ici sont les travaux programmés en 2023, auxquels s'ajouteront les travaux qui seront programmés en 2024 par le Concessionnaire au titre des dispositions contractuelles en vigueur et validés par le Concédant ».

ARTICLE 3- AUTRES STIPULATIONS

Les stipulations du Contrat qui ne sont pas expressément modifiées par le présent avenant n°2 demeurent inchangées et applicables entre les Parties telles que prévues au Contrat, en ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent avenant.

ARTICLE 4- PRISE D'EFFET

Le présent avenant, qui ne deviendra exécutoire qu'après signature du concessionnaire et de la Région, est établi en 2 exemplaires originaux.

POUR LA REGION	POUR LE CONCESSIONNAIRE
A Rennes, le Le Président du Conseil régional	A Vannes, le Le Maire de Vannes